

Le Sénat américain interdit tous les produits en provenance du Xinjiang

Le Sénat américain a adopté le 15 juillet une loi pour interdire les importations de produits en provenance de la région chinoise du Xinjiang. Cette loi fait partie des efforts de Washington pour rendre la Chine responsable de ce que l'administration Biden qualifie de «génocide» envers la population ouïghoure et d'autres groupes musulmans.

sur les entreprises qui achètent des vêtements, du coton, des tomates et d'autres produits du Xinjiang, où le pouvoir central est accusé de détenir plus d'un million de membres de groupes ethniques majoritairement musulmans dans des camps de détention.

Cette nouvelle loi sur la prévention du travail forcé chez les Ouïghours créerait *«une présomption réfragable»* selon laquelle les produits fabriqués dans la région autonome du Xinjiang sont issus du travail forcé et sont donc interdits en vertu de la loi tarifaire de 1930, sauf attestation contraire des autorités américaines.

Adoptée à l'unanimité, cette mesure impose aux importateurs américains de prouver d'où viennent leurs marchandises et si ils sont produits par du travail forcé au Xinjiang.

Actuellement, une règle interdit l'entrée des marchandises s'il existe des preuves raisonnables de travail forcé. De plus, les entreprises américaines s'exposent à des risques juridiques si elles faisaient des affaires avec des entreprises de la région du Xinjiang.

Le projet de loi doit également être adopté par la Chambre des représentants avant d'être envoyé à la Maison blanche pour que le président Joe Biden le signe en tant que loi. Il n'a pas été précisé immédiatement quand cela pourrait avoir lieu.

Ministère du commerce

Le gouvernement chinois a rejeté les accusations américaines de travail forcé au Xinjiang et a accusé Washington de nuire au commerce mondial. *«Les soi-disant problèmes des droits de l'homme et du travail forcé au Xinjiang sont totalement incompatibles avec les faits»*, a déclaré un porte-parole du ministère du Commerce, Gao Feng.

«L'approche américaine a sérieusement compromis la sécurité et la stabilité de la chaîne industrielle et de la chaîne d'approvisionnement mondiales», a-t-il déclaré. *«La Chine s'y oppose fermement»*, a assuré ce dernier, qui n'a donné aucune indication sur d'éventuelles représailles de la part de la Chine.

D'autant que le département américain du Commerce et cinq autres agences ont averti le 13 juillet les entreprises ayant des liens avec le Xinjiang qu'elles «couraient un risque élevé» de violer les lois américaines contre le travail forcé.

Les autorités américaines ont déclaré que la Chine commettait «un génocide et des crimes contre l'humanité» au Xinjiang, notamment l'emprisonnement, la torture, le viol, la

stérilisation forcée, le travail forcé et des «restrictions draconiennes» aux déplacements et à la religion.

La Chine dément les accusations d'abus au Xinjiang, assurant que les camps sont destinés à la formation professionnelle et à la lutte contre le radicalisme.

Washington et l'Union européenne ont imposé des sanctions de voyage et financières aux responsables chinois accusés d'exactions au Xinjiang.

Les États-Unis ont bloqué les importations de coton, de tomates et de matériaux pour fabriquer des panneaux solaires provenant d'entreprises soupçonnées de recourir au travail forcé.

De son côté, **la Chine a riposté en annonçant des sanctions non précisées contre des responsables américains et européens**, un groupe de réflexion européen et deux chercheurs européens qui étudient le Xinjiang.

La chaîne CGTN a appelé au boycott du détaillant suédois H&M après s'être joint à d'autres marques pour exprimer son inquiétude face aux informations faisant état de travail forcé au Xinjiang. De plus, certains médias chinois ont publié des appels de particuliers chinois au boycott de Nike, Adidas, Uniqlo et d'autres marques mondiales de chaussures et de vêtements.